



Monsieur Le Ministre,

Vous venez aujourd'hui à l'Hôtel des Finances du Creusot afin de constater la mise en place de votre «oeuvre» qu'est la fusion DGI-DGCP.

Ainsi, dès l'annonce de votre visite, tout a été précipitamment nettoyé, retouché, gommé, lissé dans ce bâtiment pour vous accueillir au mieux. Quel monde *merveilleux* est ainsi offert à vos yeux. Quelle «*belle aventure que cette Direction Générale des Finances Publiques*», ce sont vos propos tenus à nos collègues de Chateauroux le 17 février dernier.

Cette *modeste* motion n'a d'autre ambition que de vous exprimer les fortes inquiétudes des agents de Saône et Loire. Elle rejoindra ensuite la pile des autres motions dont le destin traditionnel est de finir à la corbeille (*pas celle des boursicoteurs qui ont précipité notre perte*), lieu où se trouve actuellement le dialogue social. Cette motion, donc, pour vous signifier que nous ne vivons pas dans ce monde merveilleux... Certes, comme toujours, vous balaiez nos arguments en entonnant le refrain du «*vous n'êtes pas à plaindre*», «*vous avez un beau métier*», «*la prime de fusion de 350€ brut annuel*», etc. Certes...

Mais dans notre quotidien à nous, ce sont les emplois qui sont *gommés* (**23 cette année en Saône et Loire**). Ce sont les missions qui sont *lissées* afin de répondre aux objectifs fixés qui, eux, ne cessent de s'accroître. Ce sont les structures qui sont ainsi perpétuellement *retouchées*, voire rayées de la carte, pour répondre avant tout à cette demande présidentielle – purement budgétaire - de suppressions d'effectifs et non pour satisfaire l'usager, comme, depuis des années on tente de le faire croire. Car contrairement à ce qui est affirmé sur les plateaux de télévision que vous fréquentez, les réformes passent et cassent au Ministère des Finances. Et les fonctionnaires encaissent et colmatent des brèches parfois béantes.

Quels sont alors nos sources d'inquiétudes ?

Au niveau national, la DGFIP semble une coquille vide, ne donnant pas de solides garanties à un véritable dialogue social et à une prise en compte des avis des agents intéressés en premier lieu par les SIP. Demandez aux agents du Creusot s'ils ont pu lire leurs remarques dans le bilan de préfiguration... Le calendrier dicté par l'Elysée, pour imposer la réforme de fusion, ne doit pas s'établir au détriment du temps de discussions et d'analyses des situations, surtout au niveau local. Ainsi en une journée, les organisations syndicales sont conviées à un CTPD le matin sur les SIP et à une CAPL l'après-midi entérinant les mutations dans ces mêmes SIP... Les décisions prises aujourd'hui *dans l'urgence* auront demain des répercussions sur l'exercice des missions des agents et sur les règles de gestion.

Lors de notre dernière campagne de HMI, les agents du département nous ont fait part massivement de leur scepticisme en ce qui concerne *votre* DGFIP. Ce scepticisme, pour ne pas dire plus, s'est traduit par un engagement massif dans le mouvement du 29 janvier 2009, avec un taux de grévistes dépassant les 60% pour l'ex-DGI et les 46% pour l'ex-DGCP. Baptême réussi pour votre *bébé* et grosse côte de confiance accordée à votre politique comme vous l'avez certainement constaté. Mais il est vrai que depuis Paris «*les grèves ne se voient pas dans ce pays*» et que l'on ferait mieux de se «*retrousser les manches*»...

Enfin, nous ne pouvons terminer sans vous réaffirmer notre opposition totale à votre décision de nous **rémunérer au mérite**. Cette décision passe d'autant moins qu'en ces temps de crise et de pouvoir d'achat affaibli vous nous affirmez qu'il s'agit d'un remède à tous nos maux. Pour nous, il s'agit plutôt d'un venin que vous nous injectez, celui de l'arbitraire, dont vous ne verrez sûrement pas les effets... Les agents n'ont guère besoin de ces artifices pour exercer correctement leurs missions.

Le Creusot le 26 février 2009